

Contrat d'assurance pour compte « **Parnasse** »



INFORMATIONS AUX ASSURES-BENEFICIAIRES

L'assurance « Parnasse » est un contrat d'assurance souscrit par ORANGE SA, Société Anonyme au capital de 10.640.226.396 € dont le siège social est situé 111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-Les-Moulineaux, immatriculé au RCS de Nanterre sous le n° 380 129 866, enregistrée à l'ORIAS sous le numéro 13001387 ci-après dénommée « ORANGE », auprès de CARDIF - Assurances Risques Divers - S.A. au capital de 21 602 240 € - 308 896 547 RCS Paris - Siège social : 1 Boulevard Haussmann 75009 Paris - Entreprise régie par le Code des assurances, ci-après dénommée « l'Assureur » par l'intermédiaire d'ORANGE BANK, SA au capital de 924 775 712 €, dont le siège social est situé 67 rue Robespierre – 93107 Montreuil Cedex - 572 043 800 RCS Bobigny et immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 07006369 en qualité de Courtier d'Assurance ci-après dénommée « ORANGE BANK », pour le compte des assurés-bénéficiaires, titulaires de l'abonnement « Parnasse », conformément aux articles L.112-1 et suivants du Code des assurances et dont l'objet est de garantir les assurés-bénéficiaires contre les risques de casse, d'oxydation, de vol et d'utilisation frauduleuse atteignant les appareils garantis définis dans le Lexique ci-après.

La mise en œuvre des garanties « Parnasse » est déléguée à la société KARAPASS COURTAGE, SAS au capital de 400 000 €, n°384 681 904 RCS Versailles siège social 93 rue Nationale 92100 Boulogne Billancourt, immatriculée à l'ORIAS sous le n°10 055 055, en qualité de courtier Gestionnaire, ci-après dénommée « KARAPASS » ou « le Gestionnaire ».

Registre des intermédiaires d'assurance (www.orias.fr).

Parnasse est la marque sélective d'Orange proposant des offres de services et de télécommunications innovantes qui permettent à ses clients de bénéficier d'un service haut de gamme.

En tant que titulaire de l'abonnement « Parnasse », vous êtes désigné assuré-bénéficiaire des prestations d'assurance du contrat « Parnasse ».

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les- Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022

1. Lexique



Les termes de référence sont définis dans le lexique et apparaissent, *en couleur bleue et italique*, dans le présent contrat.

Accessoires et connectiques fournis d'origine

Tout accessoire connexe à l'*appareil garanti* fourni par le constructeur dans le pack de l'*appareil garanti*.

Accessoires et connectiques achetés chez Orange

Tout accessoire connexe à l'*appareil garanti* : sacoches, étuis, coques, films protecteurs, chargeurs, batteries, alimentations, cordons, cartes mémoires.

Année d'assurance

Période de 12 mois consécutifs démarrant à compter de la date de conclusion de l'abonnement « Parnasse ».

Appareil équivalent

Appareil reconditionné fourni au titre des présentes garanties, présentant les mêmes caractéristiques techniques principales (iso-fonctionnel) que l'*appareil garanti*, à l'exception des caractéristiques de marque, de poids, de taille, de couleur, de revêtement, de graphisme ou de design.

Appareil garanti

Tout téléphone mobile (sauf les téléphones satellites) avec carte SIM/USIM/multi-SIM, toute tablette tactile avec carte SIM/multi-SIM, ou toute montre connectée avec carte multi-SIM acheté neuf, reconditionné, ou d'occasion, par l'*assuré-bénéficiaire*, auprès d'un professionnel, en France ou, tout *appareil de substitution* ou *de remplacement* fourni au titre du Contrat à condition que cet appareil :

- **soit utilisé pour au moins un appel, ou une donnée (texte ou image) ou une connexion, avec la *carte SIM / USIM/multi-SIM* de la ligne assurée, pendant la période de validité des garanties dans les 30 jours précédant et incluant la date de survenance du sinistre ;**
- **n'ait subi aucune modification de ses caractéristiques d'origine hors SAV constructeur ou SAV Orange.**

Les accessoires et connectiques fournis d'origine ou accessoires et connectiques achetés chez Orange ou Parnasse sont également couverts au titre de ce Contrat **s'ils font l'objet du même sinistre que l'appareil garanti.**

Appareil d'occasion

Appareil usagé en parfait état de marche, exempt de tout dommage et pouvant présenter des traces d'usure.

Appareil reconditionné

Appareil d'occasion remis, à neuf ou dans un état proche du neuf par un professionnel avec des pièces d'origine constructeur.

Appareil de remplacement

Appareil reconditionné identique à l'appareil garanti ou, en cas d'indisponibilité, appareil équivalent.

Appareil de substitution

Appareil fourni à l'assuré pour compte par le constructeur ou le distributeur de l'appareil garanti dans le cadre des garanties légales ou commerciales.

Assuré-bénéficiaire

Personne physique majeure (âgée de plus de 18 ans) titulaire de l'abonnement Parnasse.

L'assuré-bénéficiaire est le bénéficiaire des prestations d'assurance. Toutefois, l'assureur versera lesdites prestations au Souscripteur, à charge pour ce dernier de les reverser ensuite à l'assuré-bénéficiaire.

Carte SIM / USIM / multi-SIM

La carte délivrée par Orange à l'assuré-bénéficiaire, au titre de son offre « Parnasse » pour l'utilisation de l'appareil garanti. La carte SIM / USIM/ multi SIM inclut également l'eSIM.

Casse

Destruction ou détérioration de l'appareil garanti nuisant à son bon fonctionnement, à condition de ne pas avoir pour origine un phénomène interne à l'appareil garanti et sous réserve des exclusions de garanties (figurant à l'article 5).

Faute intentionnelle

Faute volontairement commise pour provoquer le sinistre.

Oxydation

Corrosion par effet chimique des composants de l'appareil garanti, nuisant à son bon fonctionnement à condition de ne pas avoir pour origine un phénomène interne à l'appareil garanti et sous réserve des exclusions de garanties (figurant à l'article 5).

Sinistre

Événement susceptible de mettre en jeu les garanties du Contrat.

Souscripteur

Orange SA

L'assureur versera les prestations d'assurance au Souscripteur, à charge pour ce dernier de les reverser ensuite à l'assuré-bénéficiaire, qui est le bénéficiaire des prestations d'assurance.

Tiers

Toute personne autre que l'assuré-bénéficiaire.

Utilisation frauduleuse

Communications effectuées frauduleusement par un tiers dans les 48 heures suivant la date et l'heure du vol et avant la demande de mise hors service de la ligne suite au vol de l'appareil garanti.

Valeur d'achat

Prix d'achat toutes taxes comprises, toutes remises déduites (hors subvention opérateur) de l'appareil garanti.

Valeur de remplacement

Valeur d'achat de l'appareil garanti au jour de survenance du sinistre. La valeur de remplacement ne pourra dépasser le prix d'achat TTC de l'appareil garanti, hors subvention opérateur et toutes remises déduites.

Vol

Soustraction frauduleuse par un tiers de l'appareil garanti dans les cas suivants : vol à la sauvette, vol à la tire, vol par introduction clandestine, vol par effraction, vol par agression.

Vol à la sauvette

Vol de l'appareil garanti commis par un tiers en s'emparant sans violence de l'appareil garanti en présence de l'assuré lorsque l'appareil garanti est posé dans un rayon maximum de 2 mètres à distance de l'assuré pour compte.

Vol à la tire

Vol de l'appareil garanti commis par un tiers en prélevant sans violence l'appareil garanti de la poche d'un vêtement ou d'un sac porté par l'assuré-bénéficiaire.

Vol par effraction

Vol de l'appareil garanti commis par un tiers en forçant, dégradant ou détruisant le dispositif de fermeture extérieure (activé au moment du vol) :

- D'un local immobilier ou d'un bien mobilier,
- D'un véhicule terrestre à moteur, d'une caravane, d'un bateau ou d'un aéronef à condition que l'appareil garanti ne soit pas visible de l'extérieur.

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022

Vol par introduction clandestine

Vol de l'appareil garanti commis par un tiers en s'introduisant, à l'insu de l'assuré-bénéficiaire et sans effraction, dans un local immobilier, un véhicule terrestre à moteur, une caravane, un bateau ou un aéronef, occupé par l'assuré pour compte ou par une personne autorisée par l'assuré-bénéficiaire à s'y trouver au moment du vol, à condition que l'appareil garanti ne soit pas visible de l'extérieur.

Vol par agression

Vol de l'appareil garanti commis par un tiers en exerçant une violence physique ou une menace sur l'assuré-bénéficiaire.

2. *L'objet du contrat*



Le Contrat couvre l'appareil garanti en cas de :

*Casse
Oxydation
Vol à la sauvette
Vol à la tire
Vol par effraction
Vol par introduction clandestine
Vol par agression
Utilisation frauduleuse*

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les- Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022

3. La vie du contrat



3.1 Prise d'effet des garanties

Les garanties prennent effet sous réserve que la *carte SIM/USIM/multi-SIM* de la ligne assurée ait été insérée dans l'*appareil garanti* et que ce dernier ait été utilisé pour au moins un appel, ou une donnée (texte ou image) ou une connexion, avec la *carte SIM / USIM/multi-SIM* de la ligne assurée.

Toutefois, les garanties ne prennent pas effet si l'*assuré-bénéficiaire* fait l'objet de mesures restrictives ou de gel des avoirs en vertu du règlement européen n° 2580/2001 du 27 décembre 2001 ou des articles L 562-1 et suivants du Code monétaire et financier.

3.2 – Durée du contrat

La durée de la présente assurance pour compte est identique à celle du contrat d'abonnement « Parnasse ».

3.3 – Fin des garanties

Les garanties prennent fin dans les cas suivants :

- En cas de résiliation du contrat d'assurance par l'assureur ou le *souscripteur* adressée 2 mois avant chaque échéance annuelle (L. 113-12 du Code des assurances) ;
- En cas de non-paiement des cotisations d'assurance par le *souscripteur* conformément à la procédure précisée à l'article L. 113-3 du Code des assurances) ;
- En cas de fraude ou de tentative de fraude lors de la déclaration de sinistre ;
- En cas de demande de l'*assuré-bénéficiaire*, auprès des équipes Parnasse, de ne pas bénéficier de l'offre d'assurance ;
- En cas de résiliation de l'abonnement « Parnasse » de l'*assuré-bénéficiaire*.

4. Les garanties et les prestations du contrat

4.1 - Quelles sont les prestations dues au titre des garanties casse et oxydation ?

L'échange de l'appareil garanti par un appareil de remplacement.

Si aucun *appareil de remplacement* n'est disponible, vous serez indemnisé par Parnasse par virement à hauteur de la *valeur de remplacement*.

Les *Accessoires et connectiques* seront indemnisés.

4.2 - Quelles sont les prestations dues au titre des garanties vol et utilisation frauduleuse ?

La mise à disposition d'un *appareil de remplacement*.

Si aucun *appareil de remplacement* n'est disponible, Parnasse vous indemnisera par virement à hauteur de la *valeur de remplacement*.

Le remboursement de votre *carte SIM/USIM/multi-SIM* s'effectue dans la limite de 20 € TTC.

En cas d'*utilisation frauduleuse* de votre *appareil garanti*, vous serez également remboursés :

- le montant des communications ou des connexions effectuées frauduleusement par un *tiers* dans les 48h suivant le *vol*.
- les frais relatifs à la facture permettant de justifier les éventuelles communications et connexions frauduleuses.

Les *Accessoires et connectiques* seront indemnisés.

4.3 - Quelle est la territorialité de vos garanties ?

Les garanties produisent leurs effets, pour les sinistres survenant dans le monde entier et les prestations découlant de la mise en œuvre des garanties se font exclusivement en France métropolitaine.

4.4 - Quelles sont les limites de garanties ?

L'intervention de l'Assureur est limitée, par *assuré-bénéficiaire*, à :

- 3 sinistres par année d'assurance
- la *valeur de remplacement* par sinistre
- 20 € TTC maximum par *sinistre* au titre du remplacement de la *carte SIM/USIM/multi-SIM*
- 3000 € TTC maximum par *année d'assurance*.

Les *accessoires et connectiques* de l'*appareil garanti* sont couverts à hauteur de 100€ TTC maximum par sinistre par votre Contrat.

5. Les exclusions de garanties



Le Contrat ne peut pas couvrir tout type de situation, c'est pourquoi, ne sont pas couverts, les éléments cités ci-dessous :

Lisez-les très attentivement.

Sont exclus :

- *Toutes garanties confondues :*
 - *Les **sinistres** dus à la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré-bénéficiaire,*
 - *Les préjudices et conséquences financières ou non d'un échange dans un délai supérieur à 24h,*
 - *La perte de l'appareil garanti et ses conséquences,*
 - *La panne de l'appareil garanti et ses conséquences,*
 - *Les **sinistres** pour lesquels l'assuré-bénéficiaire n'est pas en mesure de déclarer les circonstances du sinistre, justifiant l'état du produit,*
 - *Les **sinistres** résultant d'une guerre civile ou étrangère, d'une émeute, d'un mouvement populaire, d'une insurrection ou d'une confiscation par les autorités,*
 - *Les **sinistres** résultant d'un risque atomique.*
- *En outre, ne sont pas couverts pour les garanties casse ou oxydation :*
 - *Les **sinistres** pour lesquels l'assuré-bénéficiaire ne peut pas fournir l'appareil garanti,*
 - *Les **sinistres** lorsque le numéro de série ou le numéro IMEI de l'appareil garanti est illisible,*
 - *Tout dommage causé aux parties extérieures de l'appareil garanti ne nuisant pas à son bon fonctionnement : rayures, écaillures, égratignures, décolorations, éraflures, fissures,*
 - *Tout **sinistre** tant que la géolocalisation n'est pas désactivée.*

6. Comment déclarer le sinistre ?



Lors de la déclaration d'un **sinistre**, vous devez communiquer au Desk Parnasse ou à toute personne habilitée à agir pour le compte d'Orange (au 09 69 39 03 80) le numéro d'IMEI de l'**appareil garanti**.

Attention particulière si vous utilisez un terminal dual-SIM

Les mobiles dual SIM disposent de 2 slots, chacun pouvant accueillir une carte SIM/USIM/multi-SIM, et disposant de son propre IMEI. En cas de sinistre, vous devrez indiquer l'IMEI correspondant au slot dans lequel vous avez installé la carte SIM/USIM/multi-SIM de votre ligne assurée.

Dans la majorité des cas, la facture d'achat ne précise qu'un seul des 2 IMEIs de votre terminal. Il s'agit habituellement de celui associé au slot principal du terminal (parfois noté « slot 1 » sur l'appareil). Vous pouvez cependant retrouver les deux IMEIs du terminal dans les réglages de l'appareil. Pour une meilleure prise en charge du sinistre, par précaution et avant tout sinistre, vous devez relever dans les réglages de leur appareil, et noter par exemple sur la facture d'achat, les deux IMEIs de votre terminal, en notant bien celui utilisé pour la ligne Parnasse assurée.

Afin de permettre au Gestionnaire de vérifier que l'appareil au titre duquel vous déclarez le **sinistre** est bien l'**appareil garanti**, vous êtes considéré comme ayant donné votre accord exprès pour que le Gestionnaire puisse vérifier que cet appareil a bien été utilisé, pour au moins un appel ou une donnée (texte ou image) ou une connexion, avec la **carte SIM/USIM/multi-SIM**, pendant la période de validité des garanties, dans les 30 jours précédents et incluant la date de survenance du **sinistre**

6.1 - Que faire en cas de sinistre ?

En cas de **vol** : vous devez, dès la connaissance du **sinistre**, mettre en opposition la **carte SIM / USIM/multi-SIM** concernée.

En cas de **casse** ou d'**oxydation** : vous devez remettre l'**appareil garanti** à Orange ou à toute personne habilitée à agir pour le compte d'Orange.

IMPORTANT : Avant d'expédier l'**appareil garanti**, effectuez une copie de sauvegarde des fichiers, bases de données et logiciels contenus ou enregistrés dans l'**appareil garanti**. Il vous appartient de sauvegarder régulièrement vos données, vous êtes seul responsable en cas de perte de vos données. Vous devez également dé-géolocaliser votre terminal.

Ce qu'il ne faut pas faire :

- Procéder vous-même à toute réparation,
- Mandater pour réparation un service après-vente de votre choix.

Vous devez vous conformer aux instructions du Gestionnaire.

6.2 - Quelles pièces justificatives doivent être transmises ?

Quel que soit le **sinistre**, les documents suivants vous seront demandés :

- La déclaration sur l'honneur des circonstances exactes du **sinistre** ;
- La facture d'achat attestant le paiement de l'**appareil garanti** si le terminal n'a pas été acheté chez Orange ou Parnasse ;
- La pièce d'identité de l'**assuré-bénéficiaire**.

En cas de **cas** ou **oxydation** :

- Des photos de l'**appareil garanti**.

En cas de **vol** :

- Le récépissé de déclaration remis lors de votre dépôt de plainte comprenant la copie intégrale du compte rendu d'infraction ainsi que les références de l'**appareil garanti** (marque, modèle, numéro d'IMEI).

En cas d'**utilisation frauduleuse** :

- Le récépissé de déclaration remis lors du dépôt de plainte comprenant la copie intégrale du compte rendu d'infraction ainsi que les références de l'**appareil garanti** (marque, modèle, numéro d'IMEI) ;
- La copie de la facture détaillée établie par Orange, attestant le montant des communications et/ou des connexions effectuées frauduleusement par un **tiers**, pour l'**appareil garanti**.

Si vous utilisez volontairement des documents inexacts comme justificatifs, ou des moyens frauduleux ou que vous effectuez des déclarations inexacts ou incomplètes, les garanties ne seront pas mises en œuvre.

6.3 - Quelles sont les modalités de prise en charge ?

- **Modalités de prise en charge du sinistre en cas de casse ou d'oxydation**

Sinistre avéré

L'appareil est échangé contre un **appareil de remplacement**. A défaut, une indemnité vous sera versée, par virement, dans la limite de la **valeur de remplacement** et des limites mentionnées à l'article 4.3 de la présente note d'information.

Sinistre non avéré

Si le diagnostic effectué révèle que le *sinistre* déclaré n'est pas avéré, une somme équivalente au prix de l'appareil de remplacement vous sera facturée.

L'*appareil de remplacement* demeure la propriété de l'Assureur tant que vous ne vous serez pas acquitté de ladite somme. L'Assureur sera en mesure de réaliser, mettre en œuvre tout recours, toute poursuite qu'il estimera nécessaire à cette fin.

Propriété de l'Assureur

Si l'*appareil garanti* est échangé par un *appareil de remplacement*, ou si une indemnité est versée, l'*appareil garanti* devient la propriété de plein droit de l'Assureur (article L121-14 du Code des assurances).

- *Modalités de prise en charge du sinistre en cas de vol*

L'*appareil garanti* volé est remplacé par un *appareil de remplacement*.

A défaut, une indemnité vous sera versée par virement, dans la limite de la *valeur de remplacement* et des limites mentionnées à l'article 4.3 de la présente notice.

7. Informations générales

7.1 - Qui contacter en cas de réclamation ?

Niveaux de traitement	Contacts	Coordonnées
1 ^{er} niveau	<i>Vous pouvez adresser toute réclamation concernant l'assurance au numéro de téléphone suivant :</i>	<i>Desk Parnasse 09 69 39 03 80</i>
2 ^{ème} niveau	<i>En cas de désaccord sur la réponse donnée, vous pouvez contacter CARDIF à l'adresse ci-contre :</i>	<i>CARDIF-Assurances Risques Divers Service Qualité Réclamations Prévoyance – SH123 8, rue du Port 92728 Nanterre Cedex</i>

L'Assureur s'engage à accuser réception de la réclamation dans les 10 jours ouvrables à compter de sa réception, sauf si la réponse elle-même est apportée dans ce délai. La réponse à la réclamation sera apportée dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 2 mois de sa réception. Le cas échéant, si des circonstances particulières justifient d'un délai de traitement plus long, vous en serez dûment informé.

3 ^{ème} niveau	<i>En cas de désaccord sur la réponse donnée et si toutes les voies de recours internes ont été épuisées, l'assuré-bénéficiaire peut solliciter l'avis du Médiateur de l'Assurance, personne extérieure et indépendante de CARDIF, sans préjudice pour l'assuré-bénéficiaire d'exercer une action en justice. La procédure est écrite, gratuite et confidentielle. La Charte de la Médiation et les conditions d'accès à ce médiateur sont disponibles sur le site internet ou sur simple demande à l'adresse des bureaux de l'Assureur. La saisine du Médiateur se fait à l'adresse ci-contre :</i>	<i>Par courrier à : La Médiation de l'Assurance TSA 50 110 75441 PARIS cedex 09 Par voie électronique, en complétant le formulaire de saisine sur le site internet de la Médiation de l'Assurance : http://www.mediation-assurance.org</i>
-------------------------	--	--

Les dispositions ci-dessus relatives au processus de réclamation s'entendent sans préjudice des autres voies d'actions légales que vous pouvez à tout instant exercer.

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022

7.2 - Rappel des dispositions légales

Fausse déclaration :

Article L.113-8 du Code des assurances : « Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L.132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie. »

Article L.113-9 du Code des assurances : « L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus. Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés ».

7.3 - Prescription

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances :

« Toutes actions dérivant du contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré ».

Conformément à l'article L.192-1 du Code des assurances :

« si le souscripteur a sa résidence principale dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, le délai prévu à l'article L.114-1, alinéa 1er, est porté à 5 ans en matière d'assurance vie ».

Conformément aux dispositions de l'article L.114-2 du Code des assurances :

« La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité ».

Conformément aux dispositions des articles 2240 à 2244 du Code civil :

- *« La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription » ;*
- *« La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription (...) » ;*
- *« Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure. » ;*
- *« L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance » et cette interruption « est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée. » ;*
- *« Le délai de prescription (...) est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée ».*

Conformément aux dispositions de l'article L.114-3 du Code des assurances :

« par dérogation à l'article 2254 du Code Civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci ».

Conformément aux dispositions des articles 2233 à 2239 du Code civil :

- *« La prescription ne court pas : à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ; à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu ; à l'égard d'une créance à terme, jusqu'à ce que ce terme soit arrivé ;*
- *La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure ;*
- *Elle ne court pas ou est suspendue contre les mineurs non émancipés et les majeurs en tutelle, sauf pour les actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pension alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, les actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts ;*
- *Elle ne court pas ou est suspendue entre époux, ainsi qu'entre partenaires liés par un pacte civil de solidarité ;*
- *Elle ne court pas ou est suspendue contre l'héritier acceptant à concurrence de l'actif net, à l'égard des créances qu'il a contre la succession ;*

- *La prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou à la conciliation ou, à défaut d'accord écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation ou de conciliation. La prescription est également suspendue à compter de la conclusion d'une convention de procédure participative ;
Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur déclarent que la médiation ou la conciliation est terminée. En cas de convention de procédure participative, le délai de prescription recommence à courir à compter du terme de la convention, pour une durée qui ne peut être inférieure à 6 mois.*

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022

- La prescription est également suspendue lorsque le juge fait droit à une demande de mesure d'instruction présentée avant tout procès ;
Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter du jour où la mesure a été exécutée ».

7.4 - Droit et langue applicables

La langue utilisée pendant la durée du contrat est le français. Les relations précontractuelles et le Contrat sont régis par le droit français. Tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du Contrat sera de la compétence des juridictions françaises.

7.5 - Pluralité d'assurances

Conformément aux dispositions de l'article L.121-4 du Code des assurances, quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties de chaque contrat, et dans le respect des dispositions de l'article L.121-1 du Code des assurances. L'assuré-bénéficiaire doit au moment de la conclusion de son contrat d'abonnement Parnasse, déclarer les autres assurances couvrant le même risque, dont il bénéficie.

7.6 - Informatique et Libertés

Dans le cadre de la relation d'assurance, l'Assureur, en tant que responsable de traitement, est amené à recueillir auprès du Souscripteur des données à caractère personnel des assurés-bénéficiaires protégées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et par le Règlement (UE) général sur la protection des données n°2016-679.

Les données à caractère personnel qui sont demandées par l'Assureur sont obligatoires. Si des données à caractère personnel demandées par l'Assureur sont facultatives, cela sera précisé au moment de leur collecte.

Les données à caractère personnel collectées par l'Assureur sont nécessaires :

a. Pour respecter les obligations légales et réglementaires auxquelles il est soumis

L'Assureur collecte les données à caractère personnel de l'assuré-bénéficiaire afin d'être conforme aux différentes obligations légales et réglementaires qui s'imposent à lui, telles que :

- La prévention de la fraude à l'assurance ;
- La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- La lutte contre la fraude fiscale, l'accomplissement des contrôles fiscaux et les obligations de notification ;
- La surveillance et le report des risques que l'Assureur pourrait encourir ;
- La réponse à des demandes officielles émanant d'une autorité publique ou judiciaire dûment habilitée.

b. Pour l'exécution d'un contrat avec l'assuré-bénéficiaire ou pour prendre des mesures, à sa demande, avant de conclure un contrat.

L'Assureur utilise les données à caractère personnel de l'assuré pour compte pour conclure et exécuter ses contrats, et en particulier :

- Evaluer les caractéristiques du risque pour déterminer une tarification ;
- Gérer les réclamations et l'exécution des garanties du contrat ;
- Communiquer à l'assuré-bénéficiaire des informations concernant les contrats de l'Assureur ;
- Accompagner l'assuré-bénéficiaire et répondre à ses demandes ;
- Evaluer si l'Assureur peut proposer à l'assuré-bénéficiaire un contrat d'assurance et le cas échéant évaluer à quelles conditions.

c. Pour la poursuite d'un intérêt légitime

L'Assureur utilise les données à caractère personnel de l'assuré-bénéficiaire dans le but de déployer et développer ses contrats d'assurance, pour améliorer sa gestion des risques et pour faire valoir ses droits, en particulier :

- La preuve du paiement de la prime ou cotisation d'assurance ;
- La prévention de la fraude ;
- La gestion des systèmes d'information, comprenant la gestion des infrastructures (ex: plateforme partagée), ainsi que la continuité des opérations et la sécurité informatique ;
- L'établissement de modèles statistiques individuels, basés sur l'analyse du nombre et de la fréquence des sinistres pour l'Assureur, par exemple dans le but d'aider à définir le score de risque d'assurance de l'assuré-bénéficiaire ;
- L'établissement de statistiques agrégées, de tests et de modèles pour la recherche et le développement, dans le but d'améliorer la gestion des risques ou dans le but d'améliorer les produits et services existants ou d'en créer de nouveaux ;
- Le lancement de campagnes de prévention, par exemple en créant des alertes liées à la survenance de catastrophes naturelles ou d'intempéries, en cas de ralentissement sur les routes, verglas... ;
- La sensibilisation du personnel de l'Assureur par l'enregistrement des appels émis et reçus par ses centres d'appel ;
- La personnalisation des offres de l'Assureur pour l'assuré-bénéficiaire à travers l'amélioration de la qualité de ses contrats d'assurance, ou la communication concernant ses contrats d'assurance en fonction de la situation de l'assuré-bénéficiaire et de son profil.

Cela peut être accompli par :

- La segmentation des prospects et clients de l'Assureur ;
- L'analyse des habitudes et préférences de l'assuré-bénéficiaire dans l'utilisation des différents canaux de communication que l'Assureur met à sa disposition (mails ou messages, visite des sites internet de l'Assureur, etc.) ;
- L'association des données relatives aux contrats que l'assuré-bénéficiaire a déjà souscrits ou pour lesquels il a effectué un devis, avec d'autres données que l'Assureur possède sur lui (ex: l'Assureur peut identifier que l'assuré-bénéficiaire a des enfants mais qu'il ne dispose pas encore de protection assurance familiale).
- L'organisation de jeux concours, loteries et campagnes promotionnelles.

Les données à caractère personnel de l'assuré-bénéficiaire peuvent être regroupées au sein de statistiques anonymes qui peuvent être fournies à des entités du Groupe BNP Paribas pour les aider dans le développement de leur activité.

L'assuré-bénéficiaire dispose des droits suivants :

- *Droit d'accès : l'assuré-bénéficiaire peut obtenir les informations relatives au traitement de ses données à caractère personnel, et une copie de ces dernières.*
- *Droit de rectification : dès lors qu'il considère que ses données à caractère personnel sont inexactes ou incomplètes, l'assuré-bénéficiaire peut demander à que ses données à caractère personnel soient modifiées en conséquence.*
- *Droit à l'effacement : l'assuré-bénéficiaire peut demander la suppression de ses données à caractère personnel, dans la limite de ce que permet la loi.*
- *Droit à la limitation : l'assuré-bénéficiaire peut demander la limitation des traitements sur ses données à caractère personnel.*
- *Droit d'opposition : l'assuré-bénéficiaire peut formuler une opposition au traitement de ses données à caractère personnel, pour des raisons tenant à sa situation particulière. L'assuré-bénéficiaire bénéficie par ailleurs d'un droit d'opposition absolu concernant les traitements de ses données à caractère personnel aux fins de prospection commerciale, et y compris au profilage dans la mesure où il est lié à une telle prospection.*
- *Droit de retirer son consentement : lorsque l'assuré-bénéficiaire a donné son consentement pour le traitement de ses données à caractère personnel, il a le droit de retirer son consentement à n'importe quel moment.*
- *Droit à la portabilité des données : dans certains cas, l'assuré-bénéficiaire a le droit de récupérer les données à caractère personnel qu'il a délivrées à l'Assureur, ou lorsque cela est techniquement réalisable, de solliciter leur transfert à un autre responsable de traitement.*
- *Droit à la mort numérique : l'assuré-bénéficiaire peut définir auprès de l'Assureur des directives particulières relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données à caractère personnel après son décès. L'assuré-bénéficiaire peut modifier ou révoquer ces directives particulières à tout moment.*

Pour exercer l'un des droits listés ci-dessus, le [Souscripteur](#) doit adresser un courrier ou mail à l'adresse suivante :

BNP PARIBAS CARDIF - DPO

8, rue du Port, 92728 Nanterre Cedex-France, ou data.protection@cardif.com

Toute demande de l'assuré-bénéficiaire doit être accompagnée d'une photocopie/scan de sa pièce d'identité afin que l'Assureur puisse avoir une preuve de son identité.

Si l'assuré-bénéficiaire souhaite avoir plus d'informations sur le traitement de ses données à caractère personnel réalisé par l'Assureur, il peut consulter la Notice « protection des données » disponible directement à l'adresse suivante : www.cardif.fr/notice-protection-des-donnees

Cette Notice contient l'ensemble des informations relatives aux traitements des données à caractère personnel que l'Assureur, en tant que responsable du traitement, doit fournir à l'assuré-bénéficiaire, en ce compris les catégories de données à caractère personnel traitées, leur durée de conservation ainsi que les destinataires éventuels des données à caractère personnel.

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les- Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022

7.7- Contrôle de l'entreprise d'assurance

L'organisme chargé du contrôle de CARDIF-Assurances Risques Divers en tant qu'entreprise d'assurance, est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 Place de Budapest, 75436 Paris.

Orange, Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € -

111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux - RCS Nanterre 380 129 866

valable à partir du 1^{er} août 2022